



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'AIN

Préfecture de l'AIN  
Direction des collectivités et de l'appui territorial  
Bureau de l'aménagement, de l'urbanisme  
et des installations classées  
Références : FDS

**Arrêté préfectoral mettant en demeure  
la SAS XPO Supply Chain France (Bâtiment C/101-007) à SAINT-VULBAS**

**Le Préfet de l'Ain,**

VU le Code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 16 juillet 2012 relatif aux stockages en récipients mobiles exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une des rubriques n°1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une des rubriques n° 4510 ou 4511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et présents dans un entrepôt couvert soumis au régime de l'enregistrement ou de l'autorisation au titre de la rubrique 1510 de cette même nomenclature ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 novembre 1998 modifié autorisant la SAS XPO Supply Chain France à exploiter un entrepôt logistique - bâtiment C et identifié sous le n° 101-007 à SAINT-VULBAS ;

VU le rapport et les propositions de l'inspecteur de l'environnement du 18 décembre 2019, suite à l'inspection réalisée sur le site le 17 décembre 2019 ;

VU le courrier de l'inspecteur de l'environnement du 20 décembre 2019 transmettant à la SAS XPO Supply Chain France (Bâtiment C/101-007) le rapport d'inspection ainsi que le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure et l'informant du délai dont elle dispose pour faire part de ses observations,

CONSIDERANT qu'il ressort que la SAS XPO Supply Chain France ne dispose d'aucun raccord de réalimentation du réseau sprinklage par des moyens mobiles pour pallier un dysfonctionnement de la pomperie conformément au second alinéa du paragraphe IV de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 2012 ;

CONSIDERANT que la SAS XPO Supply Chain France n'a pas établi une stratégie de lutte contre l'incendie qui réponde en tous points aux exigences des articles 24, 25, 26, 27 et 28 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 2012, notamment l'exploitant n'a pas étudié le scénario de référence désigné à l'article 24 « feu d'engin de transport (principalement les camions) » ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**- ARRETE -**

**Article 1<sup>er</sup> :** En application de l'article L 171-8-1 du code de l'environnement, la SAS XPO Supply Chain France est mise en demeure, dans le cadre de l'exploitation de son établissement bâtiment C et identifié sous le n° 101-007 situé à SAINT-VULBAS Parc industriel de la Plaine de l'AIN, ;

- de disposer d'un ou de plusieurs raccords de réalimentation du réseau sprinklage par des moyens mobiles pour pallier un dysfonctionnement de la pomperie conformément au second alinéa du paragraphe IV de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 2012 sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- d'établir une stratégie de lutte contre l'incendie qui réponde en tous points aux exigences des articles 24, 25, 26, 27 et 28 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 2012 sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

.../...

**Article 2 :** L'inobservation des conditions précitées pourra entraîner l'application des sanctions prévues aux articles L.171-8 et L.173-2 du Code de l'environnement.

**Article 3 :** Cette décision peut être déférée au tribunal administratif de Lyon ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)), seule juridiction compétente dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

En application de l'article L.171-11 du code de l'Environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

**Article 4 :** Le présent arrêté devra être affiché à la porte principale de la mairie de SAINT-VULBAS pendant une durée d'un mois. Il sera ensuite déposé dans les archives de la mairie pour mise à disposition du public. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire, au préfet

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :


- au directeur de la SAS XPO Supply Chain France - 55, avenue Louis Bréguet - 31400 TOULOUSE ;

• et dont copie sera adressée :

- à la sous-préfète de BELLEY,
- au maire de SAINT-VULBAS,
- au chef de l'Unité Départementale de l'Ain - direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Fait à BOURG-en-BRESSE, le 4 février 2020

Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur des collectivités et de l'appui territorial,

  
Arnaud GUYADER